



## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

### **Le colonialisme triomphe, la liberté en berne !**

Le 12 décembre 2021, en pleine pandémie de Covid-19, alors que les forces indépendantistes avaient demandé le report du troisième référendum fixé dans les accords de Nouméa au second semestre 2022, le gouvernement français, sous la pression des forces anti-indépendantistes, a fait le forcing pour priver la majorité du peuple de Kanaky de son droit à choisir librement son avenir.

Les chiffres sont clairs, seuls 43,88 % des électeurs se sont rendus aux urnes, plus de 56 % des habitants de la Nouvelle-Calédonie ont fait le choix de ne pas voter. C'est donc plus de la moitié de la population qui, avec les forces indépendantistes, a considéré que ce troisième référendum était un simulacre.

Parmi les votants, 96,49 % se sont prononcés contre l'indépendance. Là encore, cela montre bien que seuls les opposants à la fin du colonialisme se sont déplacés dans les bureaux de votes.

Alors que dans les accords de Matignon, signés en 1988, la France s'est engagée à être impartiale et équitable, le résultat est bien la preuve que le Président Macron a déchiré les accords de Matignon et de Nouméa, ramenant la Kanaky 33 ans en arrière.

Le gouvernement s'est clairement placé du côté des non indépendantistes pour des raisons de géostratégie et d'exploitation minière et capitaliste, sans aucune prise en compte des droits humains et de la nécessité de supprimer les discriminations sur le territoire.

Contrairement au discours du 12 décembre du Président, contrairement à la liesse des partisans de droite et d'extrême droite locale comme nationale, les Calédoniens ne se sont pas prononcés pour rester dans la France et pour rejeter l'indépendance. Seuls 4 électeurs sur dix se sont exprimés, la large majorité des calédoniens sont restés sidérés par le manque de respect dont fait preuve la France à leur égard.

Une analyse plus précise des résultats montre que les bureaux de vote situés à Nouméa, peuplés majoritairement de non-kanaks, ou dans les zones huppées de la Kanaky, ont massivement voté, alors que les bureaux de vote du « grand Nouméa », zone périurbaine autour de Nouméa, mélange de cités dégradées et de bidonvilles ainsi que dans les villes et villages où n'habitent que très peu de non-kanaks sont restés vides, la plupart n'atteignant pas 5 % de participation.

Ceci est bien la preuve concrète de l'échec de la politique de rééquilibrage prévue dans les accords de Matignon et de Nouméa et du racisme, des discriminations, des ségrégations dont sont victimes les peuples premiers. La fréquentation des bureaux de votes correspond, en tout point, à la répartition ethnique de l'habitat sur le territoire et à la ventilation des classes sociales.

Les rancœurs du peuple kanak sont fortes, et le gouvernement français a choisi, il y a déjà plusieurs mois, de se préparer à réprimer toute contestation en envoyant dans le territoire, non des médecins malgré le sous-équipement sanitaire flagrant, mais 2000 gendarmes, membres du GIGN, policiers du RAID, blindés et hélicoptères en renforts des troupes déjà sur place. Si la situation créée par le gouvernement français devait déboucher sur des violences, le président de la République et son gouvernement en porteraient seuls la responsabilité.

Oui la Kanaky, reste un des 17 territoires dans le monde à décoloniser au sens du Comité spécial de la décolonisation de l'ONU. Non, « la France n'est pas plus belle avec la Nouvelle-Calédonie », comme le déclare Macron. Elle est, au contraire, salie par son refus de mettre un terme, enfin, à son attitude coloniale envers la Kanaky.

La CGT demande que des négociations débutent, au plus tôt, pour sortir de cette voie sans issue dans laquelle s'est engagé le gouvernement français actuel.

La CGT rappelle son engagement constant contre la colonisation.

La CGT soutient les revendications de l'Union Syndicale des Travailleurs Kanaks et des Exploités (USTKE) qui a refusé de participer à la mascarade du troisième référendum et lui renouvelle ses salutations fraternelles.